

## **GE\_GERICHTE ATA/344/2020 vom 7. April 2020**

GE Cour de justice, 2020-04-07, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ATA\\_344\\_2020](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATA_344_2020)

FR: GE\_GERICHTE ATA/344/2020 du 7 avril 2020

IT: GE\_GERICHTE ATA/344/2020 del 7 aprile 2020

### **Erwägungen**

#### **E. 26**

septembre 2010 - LOJ - E 2 05 ; art. 62 al. 1 let. a de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - E 5 10). 2)

En premier lieu, la recourante soutient n'avoir pas commis d'infraction à la LRDBHD, les faits constatés étant selon elle inexacts, de sorte que l'autorisation de dérogation à l'horaire de fermeture de son établissement durant le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 aurait dû lui être octroyée. 3)

Dans la mesure où la demande d'autorisation de dérogation à l'horaire de fermeture portait sur une période limitée au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, et où cette période est à ce jour terminée, il convient au préalable de vérifier si la recourante dispose d'un intérêt actuel à recourir.

- 6/11 - A/4137/2019

a. Aux termes de l'art. 60 al. 1 let. b LPA, ont qualité pour recourir toutes les personnes qui sont touchées directement par une décision et ont un intérêt digne de protection à ce qu'elle soit annulée ou modifiée.

b. Selon la jurisprudence, le recourant doit avoir un intérêt pratique à l'admission du recours, soit que cette admission soit propre à lui procurer un avantage, de nature économique, matérielle ou idéale (ATF 138 II 162 consid. 2.1.2 ; ATA/1272/2017 du 12 septembre 2017 consid. 2b).

c. Un intérêt digne de protection suppose un intérêt actuel à obtenir l'annulation de la décision attaquée (ATF 138 II 42 consid. 1 ; 137 I 23 consid. 1.3 Thierry TANQUEREL, Manuel de droit administratif, 2<sup>ème</sup> éd. 2018, n. 1367). L'existence d'un intérêt actuel s'apprécie non seulement au moment du dépôt du recours, mais aussi lors du prononcé de la décision sur recours (ATF 137 I 296 consid. 4.2 ; 136 II 101 consid. 1.1). Il peut toutefois être renoncé à l'exigence d'un tel intérêt, dans la mesure où cette condition ferait obstacle au contrôle de la légalité d'un acte qui pourrait se reproduire en tout temps, dans des circonstances semblables, et qui, en raison de sa brève durée ou de ses effets limités dans le temps, échapperait ainsi toujours à la censure de l'autorité de recours (ATF 139 I 206 consid. 1.1 ; ATA/220/2019 du 5 mars 2019 consid. 2).

d. En l'espèce, la période concernée par l'autorisation refusée par l'intimé est échue depuis le 31 décembre 2019, de sorte que la condition de l'intérêt actuel fait défaut. Néanmoins, dès lors que la recourante est toujours exploitante du bar et susceptible de solliciter à nouveau une autorisation trimestrielle de dérogation à l'horaire de fermeture, elle conserve un intérêt au recours, de sorte que ce dernier est recevable. 4) a. Selon l'art. 61 al. 1 LPA, le recours peut être formé pour violation du droit, y compris l'excès et l'abus du pouvoir d'appréciation (let. a), ou pour constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents (let. b). En

revanche, les juridictions administratives n'ont pas compétence pour apprécier l'opportunité de la décision attaquée, sauf exception prévue par la loi (art. 61 al. 2 LPA).

b. L'autorité commet un abus de son pouvoir d'appréciation tout en respectant les conditions et les limites légales, si elle ne se fonde pas sur des motifs sérieux et objectifs, se laisse guider par des éléments non pertinents ou étrangers au but des règles ou viole des principes généraux tels que l'interdiction de l'arbitraire et de l'inégalité de traitement, les principes de la bonne foi et de la proportionnalité (ATA/327/2018 du 10 avril 2018 et les références citées). 5) a. La LRDBHD, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, a pour but de régler les conditions d'exploitation des entreprises vouées à la restauration et/ou au débit de boissons à consommer sur place, à l'hébergement, ou encore au divertissement public (art. 1 al. 1 LRDBHD).

- 7/11 - A/4137/2019

Elle vise à assurer la cohabitation de ces activités avec les riverains, notamment par leur intégration harmonieuse dans le tissu urbain, et à développer la vie sociale et culturelle et sa diversité, dans le respect de l'ordre public, en particulier la tranquillité, la santé, la sécurité et la moralité publiques (art. 1 al. 2 LRDBHD).

De plus, les dispositions en matière de construction, de sécurité, de protection de l'environnement, de tranquillité publique, d'utilisation du domaine public, de protection du public contre les niveaux sonores élevés et les rayons laser, de prostitution, de protection contre la fumée et l'alcool, d'âge d'admission pour des spectacles ou divertissements (protection des mineurs), de denrées alimentaires et d'objets usuels, d'hygiène, de santé, ainsi que de sécurité et/ou de conditions de travail prévues par d'autres lois ou règlements sont réservées. Leur application ressortit aux autorités compétentes (art. 1 al. 4 LRDBHD).

b. En vertu de l'art. 24 LRDBHD, l'exploitant doit veiller au maintien de l'ordre dans son établissement, qui comprend cas échéant sa terrasse, et prendre toutes les mesures utiles à cette fin (al. 1). Il doit exploiter l'entreprise de manière à ne pas engendrer d'inconvénients pour le voisinage (al. 2). Si l'ordre est troublé ou menacé de l'être, que ce soit dans son établissement, sur sa terrasse, ou encore, s'il l'a constaté, dans ses environs immédiats, l'exploitant doit faire appel à la police (al. 3). En cas de constat de troubles à l'ordre public ou de nuisances réitérés, le département peut exiger du propriétaire ou de l'exploitant qu'il organise à ses frais un service d'ordre adéquat afin que le maintien de l'ordre soit assuré (al. 4).

c. La personne requérant une dérogation annuelle doit au préalable avoir obtenu une dérogation trimestrielle aux horaires d'ouverture ; la dérogation peut être refusée en cas d'infraction à la loi ou au présent règlement dans les douze mois précédant le dépôt de la requête. Elle est dans tous les cas refusée si, dans les trois mois précédant le dépôt de la requête, une infraction aux prescriptions visées aux art. 24 et 25 de la loi a été commise (art. 33 al. 10 et 11 LRDBHD) ;

d. À teneur de l'art. 60 LRDBHD, le département est l'autorité compétente pour décider des mesures et sanctions relatives à l'application de la présente loi. Sont réservées les dispositions spéciales de la présente loi qui désignent d'autres autorités, de même que les mesures et sanctions prévues par d'autres lois et règlements qui relèvent notamment des domaines visés à l'art. 1 al. 4 de la loi (al. 1). Tout rapport établi par la police, ou par tout autre agent de la force publique habilité à constater les infractions à la LRDBHD, est

transmis sans délai au département (al. 2).

De jurisprudence constante, la chambre administrative accorde généralement valeur probante aux constatations figurant dans un rapport de police, établi par des agents assermentés (ATA/897/2018 du 4 septembre 2018

- 8/11 - A/4137/2019 consid. 7f ; ATA/73/2017 du 31 janvier 2017 consid. 7 et les références citées), sauf si des éléments permettent de s'en écarter.

e. En l'espèce, le matin du 25 août 2019, la police s'est rendue sur place suite à la suite de deux appels d'un tiers se plaignant de bruit à l'adresse de l'établissement de la recourante. Arrivés sur les lieux, les agents ont constaté que des personnes étaient regroupées devant le bar, ce qui causait des nuisances. En sortant de leur véhicule, ils ont perçu des sons de voix et de musique émanant du bar, dont la porte était pourtant fermée. Ces constatations ont été retranscrites dans le rapport qu'ils ont établi à l'attention du PCTN, précisant encore qu'ils étaient déjà intervenus à plusieurs reprises pour des faits similaires. Sans contester l'existence de bruit tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de son établissement, la recourante conteste les faits tels qu'ils ont été établis, en alléguant, sans toutefois le prouver, que les personnes qui se trouvaient devant le bar n'étaient pas ses clients et que, compte tenu de l'installation d'un limiteur de son, les normes en matière de volume n'avaient pas pu être dépassées. Par ailleurs, il ressort du dossier que la recourante a fourni des informations contradictoires, en indiquant dans sa requête de dérogation à l'horaire de fermeture n'avoir pas pris de mesures particulières pour empêcher la survenance de nuisances, alors qu'elle soutient le contraire dans son recours.

Dans ces circonstances, aucun élément ne permet de s'écarter des faits constatés dans le rapport de police, établi par des agents assermentés, dont la pleine valeur probante doit en l'occurrence être admise.

Compte tenu de ce qui précède, l'autorité intimée n'a pas mésusé de son pouvoir d'appréciation en se fondant sur les faits constatés dans le rapport de police du 26 août 2019 pour retenir que la recourante avait commis une infraction à l'art. 24 al. 2 LRDBHD en exploitant son bar de manière à engendrer des inconvénients pour le voisinage. De plus, sa décision de ne pas lui octroyer l'autorisation sollicitée sur la base de l'art. 33 al. 10 et 11 RRDBHD – l'infraction ayant été commise moins de trois mois avant la demande – est conforme au droit. 6)

La recourante estime par ailleurs que l'amende administrative de CHF 400.- qui lui a été infligée, selon elle, sur la base de constatations erronées, devrait être annulée.

a. Aux termes de l'art. 65 LRDBHD intitulé « amendes administratives », en cas d'infraction à ladite loi et à ses dispositions d'exécution, ainsi qu'aux conditions des autorisations, le département peut infliger une amende administrative de CHF 300.- à CHF 60'000.- en sus du prononcé de l'une des mesures prévues aux art. 61, 62 et 64, respectivement à la place ou en sus du prononcé de l'une des mesures prévues à l'art. 63 LRDBHD (al. 1). Si l'infraction a été commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société en commandite, d'une société en nom collectif ou d'une entreprise en raison

- 9/11 - A/4137/2019 individuelle, la sanction de l'amende est applicable aux personnes qui ont agi ou auraient dû agir en son nom. La personne morale, la société ou le propriétaire de l'entreprise individuelle répondent solidairement des amendes. La sanction est applicable directement aux sociétés ou entreprises précitées lorsqu'il n'apparaît pas de prime abord

quelles sont les personnes responsables (al. 2).

b. L'autorité qui prononce une amende administrative ayant le caractère d'une sanction doit également faire application des règles contenues aux art. 47 ss du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP - RS 311.0 ; principes applicables à la fixation de la peine ; par renvoi de l'art. 1 let. a de la loi pénale genevoise du 17 novembre 2006 - LPG - E 4 05 ; ATA/1158/2019 précité consid. 5b ; ATA/1457/2017 du 31 octobre 2017 consid. 7a ; ATA/824/2015 du 11 août 2015). Il est ainsi nécessaire que le contrevenant ait commis une faute, fût-ce sous la forme d'une simple négligence.

Par ailleurs, l'amende doit respecter le principe de la proportionnalité (art. 36 al. 3 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 Cst. - RS 101). Il y a lieu de tenir compte de la culpabilité de l'auteur et de prendre en considération, notamment, les antécédents et la situation personnelle de ce dernier (art. 47 al. 1 CP). La culpabilité est, notamment, déterminée par la gravité de la lésion ou de la mise en danger du bien juridique concerné, par le caractère répréhensible de l'acte, par les motivations et les buts de l'auteur et par la mesure dans laquelle celui-ci aurait pu éviter la mise en danger ou la lésion, compte tenu des circonstances (art. 47 al. 2 CP ; ATA/1158/2019 précité consid. 5b ; ATA/1457/2017 précité consid. 7b ; ATA/824/2015 précité).

Le PCTN jouit d'un large pouvoir d'appréciation pour fixer le montant de l'amende. La juridiction de céans ne le censure qu'en cas d'excès ou d'abus (ATA/1158/2019 précité consid. 5b ; ATA/331/2018 du 10 avril 2018 consid. 8b et les références citées).

c. En l'espèce, dès lors qu'il a été retenu que la recourante avait contrevenu à l'art. 24 al. 2 LRDBHD en exploitant son établissement de manière à engendrer des inconvénients pour le voisinage, le principe du prononcé d'une amende administrative apparaît justifié.

Pour ce qui est du montant de l'amende administrative, la recourante ne l'a pas contesté en tant que tel. Elle n'a pas non plus rempli de manière complète le questionnaire relatif à sa situation personnelle et financière, et rien ne permet de penser que celle-ci serait précaire. Il sera toutefois relevé que l'infraction qui lui est reprochée est d'une gravité moindre, dès lors qu'elle a été commise un dimanche matin aux alentours de 09h00 et que la porte de l'établissement était fermée. Il apparaît en revanche que la police est intervenue plusieurs fois pour des problèmes de bruit dans ce bar. Ces circonstances ont été prises en considération par l'autorité intimée dans le cadre de la fixation de l'amende, dans la mesure où le

- 10/11 - A/4137/2019 montant de cette dernière, de CHF 400.-, apparaît très proche du minimum prévu par l'art. 65 LRDBHD. Il est ainsi conforme au principe de la proportionnalité.

Entièrement mal fondés, les recours seront rejetés et les deux décisions entreprises confirmées. 7)

Vu l'issue du litige, un émolument de CHF 1'000.-, tenant compte de la décision sur mesures provisionnelles, sera mis à la charge de la recourante (art. 87 al. 1 LPA), et aucune indemnité de procédure ne sera allouée (art. 87 al. 2 LPA).

\* \* \* \* \*

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.